

ÉGALISATION DES CONDITIONS ET DÉMOCRATIE

ALEXIS DE TOCQUEVILLE (1805-1859)

La pensée de Tocqueville

Pour Tocqueville, **la démocratie est une organisation sociale traversée par une exigence d'égalité**. Dans une démocratie, **tous les individus peuvent accéder à n'importe quelle position sociale**.

La société démocratique connaît une forte **mobilité sociale**. De ce fait, **il n'existe plus de classes sociales c.-à-d. des groupes sociaux fermés** sur eux-mêmes et dont les membres sont juridiquement inégalitaires. Les **inégalités réelles subsistent mais elles ont tendance à se réduire**.

Les individus motivés par la **recherche du confort risquent de négliger leurs devoirs politiques** ou de devenir conformistes.

Le **despotisme démocratique** et la **tyrannie de la majorité** sont les deux principaux risques encourus par la société démocratique.

Pour éviter ces dérives, Tocqueville souhaite l'existence d'associations servant d'intermédiaires entre les individus et l'Etat, l'adoption d'une organisation politique et juridique décentralisée et respectueuse des libertés, et, surtout, le développement des mœurs favorables à la liberté et hostiles à la révolution.

1/ Le processus de démocratisation selon A. DE TOCQUEVILLE

A : Les fondements de la société démocratique

Alexis de Tocqueville fait un comparatif entre la vie politique française et la vie politique américaine dans son ouvrage « De la démocratisation en Amérique » (1835-1840).

Au début du XIX siècle, **il constate une relation positive entre démocratie et égalité**. En comparant la France et l'Amérique (Etats-Unis), Tocqueville explique le développement de la démocratie en Amérique, **par l'absence d'aristocratie**.

En tant qu'idéal politique, la démocratie pose le principe de l'égalité de tous les citoyens c.-à-d. « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Pour lui, la démocratie est inévitable. De la démocratie politique va découler la démocratie sociale qui permet au plus grand nombre d'accéder à la connaissance et à l'information.

Les sociétés modernes ne peuvent qu'engendrer de la démocratie car c'est un système qui correspond le mieux à ses structures économiques et sociales ainsi qu'aux aspirations des citoyens.

La démocratie est avant tout **sociale**, donc elle est caractérisée par **l'égalisation des conditions c.-à-d. égalité des droits, égalité des chances et égalité des considérations.**

Egalisation des conditions

L'égalité des conditions est le principe qui stipule que tous les individus sont égaux :

- **en droit c.-à-d. l'égalité juridique**, les individus ont les mêmes droits civils (liberté de parole, de pensée, de religion, de propriété...) et les mêmes droits politiques (droit de vote, d'être éligible)

- **égalité des chances** : plus de distinctions héréditaires entre les individus, donc toutes les positions sociales sont ouvertes à tous. Ce principe s'oppose à la société de l'Ancien régime fondée sur des privilèges transmis par hérédité sociale (société des ordres).

- **égalité des considérations** : l'égalisation va transformer les relations sociales entre maître et serviteur. Il démontre qu'en démocratie ces derniers entretiennent un **lien de type contractuel**. Lien de subordination entre maître et serviteur du fait du contrat établi au sein d'un domaine bien précis, le travail. Mais en dehors du travail, ils sont des citoyens donc considérés comme égaux.

Le contrat donne des droits et des devoirs entre employeur et employés, en dehors du contrat, les mêmes principes s'appliquent. Le serviteur sait que lui ou ses enfants ont la possibilité d'accéder à des positions sociales plus élevées, donc le serviteur pourra peut-être un jour devenir maître.

L'égalisation des conditions est le mouvement qui transforme les sociétés en faisant progresser le principe d'égalité des situations dans l'ensemble des domaines sociaux et économiques ; **Il n'existe plus de hiérarchie sociale rigide**, les positions sociales des individus ne sont plus assujetties à la naissance, elles peuvent évoluer en fonction de l'individu. **Donc la démocratie rend la mobilité sociale possible.**

La passion égalitaire, un risque pour la démocratie

Mais la recherche de l'égalité des conditions peut se transformer en **passion égalitaire** c.-à-d. une **quête sans fin vers l'égalité c.-à-d. l'égalitarisme** ; Celui-ci peut conduire l'individu à voir dans la réussite de l'autre non pas le résultat de son travail ou de ses talents mais celui d'une inégalité. **Les individus se pensant tous égaux, refusent les privilèges** et sont réticents à accepter qu'un autre ait une situation supérieure à la leur.

Théorie de « la frustration relative » = « Les individus ne se révoltent pas lorsque les inégalités sont importantes mais lorsqu'ils ont conscience de l'existence de ces inégalités. Or dans une société qui se veut égalitaire, **la conscience des inégalités est forte** ». **Moins il y a d'inégalités, moins elles sont acceptées**. Donc la **passion pour l'égalité peut se faire au détriment de la liberté**. **Le sacrifice de la liberté à l'égalité peut prendre deux formes : le despotisme démocratique et la tyrannie de l'autorité**.

B : Les dérives possibles de la démocratie

Tocqueville se montre très attentif aux dangers qui guettent la démocratie. L'enrichissement et le désir d'une plus grande satisfaction matérielle entraîne des effets pervers.

La tyrannie de la majorité

Puisque les hommes se valent, ceux-ci ont tendance à **considérer que les opinions se valent aussi**. Une fois ce principe admis, **la seule façon de hiérarchiser les opinions est de mesurer le nombre de personnes qui les soutiennent**. Dès lors la majorité a toujours raison et la minorité toujours tort. Donc **l'opinion publique devient importante, toute puissante et le risque est que personne n'ose s'opposer à cette majorité**. La démocratie conduit au règne de la majorité, **toute forme de déviance est condamnée, ce qui incite au conformisme** c.-à-d. des comportements en accord avec les normes et les valeurs de la collectivité.

La tyrannie de l'autorité c'est la capacité qu'à la majorité a imposé ses idées et ses façons de vivre à un individu qui renonce à exercer son autonomie. **Donc la passion égalitaire réduit la liberté individuelle, donc l'égalité est liberticide** c.-à-d. supprime les libertés.

Il peut y avoir un risque d'exclusion des minorités.

Le despotisme démocratique

Avec l'égalisation des conditions, toutes les obligations qui reliaient inférieur et supérieur ont disparu. **Les relations sociales n'ont plus de caractère obligatoire, elles sont devenues contractuelles et éphémères**.

Les individus vont avoir **tendance à se replier sur la sphère privée** et de se **désintéresser** de la « chose publique ». Ils vont se retirer sur leurs intérêts personnels c.-à-d. **limiter leurs relations sociales à leur entourage immédiat** (famille, amis, voisins...), à porter un intérêt exclusif à leurs affaires personnelles et se contenter en matière de liberté, de refuser l'oppression c.-à-d. une autorité abusive qui aurait recours à la violence.

Tocqueville voit dans cette attitude, le **risque d'un individualisme** qu'il définit comme étant le choix des membres d'une société démocratique de se replier sur des **intérêts strictement privés et se détourner des affaires publiques**. Ce repli des individus sur la sphère privée permet le développement d'un **Etat centralisé tout puissant** qui régleme la vie des citoyens, supprime la liberté, donc plus d'autonomie individuelle.

Les citoyens acceptent facilement cette situation c-a-d privation d'autonomie puisque l'Etat les traite de façon égalitaire.

Ils **laissent le champ libre aux autorités politiques** et surtout aux ambitions politiques de certains. Ils sont même prêts pour leur tranquillité personnelle de laisser la politique aux gouvernants. Le problème qui risque se développer, c'est que ces derniers soient tentés d'abuser de la situation et de concentrer tous les pouvoirs vers eux.

L'apathie d'une société trop matérialiste diminue la vie culturelle et le débat d'idées. Les tyrans peuvent surgir en promettant au peuple de le protéger et de lui éviter les inconvénients d'une anarchie due aux libertés excessives.

Le despotisme démocratique est cette insertion d'un Etat trop puissant et bienveillant dans la vie des individus qui renoncent à leur liberté individuelle au profit d'une égalité de traitement. Le risque du despotisme ne vient pas de l'inégalité des conditions mais au contraire de l'égalité de celles-ci.

Cette recherche de l'égalité conduit à une certaine **démagogie des politiques** qui **promettent aux citoyens ce qu'ils veulent entendre** (on retrouve ici, la tyrannie de la majorité). Le discours des politiques est le même que celui de l'opinion publique.

Cette mise en garde aux démocraties est, pour Tocqueville, primordiale. Il est opposé aux idées socialistes qui, selon lui, nivelleraient la société par le bas, et que le développement d'un Etat protecteur trop centralisé peut être nocif à la société.

C : Comment concilier liberté et égalité ?

Tocqueville propose **plusieurs solutions** pour éviter les effets pervers de la démocratie. De son séjour en Amérique, il tire la certitude que l'on peut éviter ces effets négatifs. La réussite américaine tient, selon lui, à trois phénomènes :

● Choix institutionnels

→ séparation des pouvoirs comme le suggérait Montesquieu : indépendance du pouvoir judiciaire et fédéralisme

→ **renforcer le pouvoir des communes au détriment du pouvoir central**. Tocqueville insiste sur l'autonomie des communes et l'élection de représentants issus de la masse des citoyens. Ceci permet au plus grand nombre de s'occuper à un moment ou à un autre de la fonction électorale ce qui favorise l'intérêt pour la politique donc des affaires publiques.

● Incitation à la formation d'associations

Elles servent d'intermédiaires entre l'Etat et les citoyens. Tocqueville admire les américains qui se sentent responsables de leurs villages ou de leurs cités en créant des associations pour résoudre leurs problèmes collectifs au lieu de s'en remettre à l'Etat comme font les français.

● Influence de la religion et des mœurs sur le comportement des individus.

→ il assigne aux mœurs (usages, modes de vie, liberté de la presse...) un rôle d'infrastructures dans la société. Elles influencent les lois et les institutions, elles ont le fondement de la société.

→ Il faut développer la vie religieuse et faire la séparation entre l'Eglise et l'Etat, pour lui, la religion dirige les mœurs d'une société.

Religion, démocratie et activité économique se combinent en Amérique mieux qu'en Europe (ce qui explique peut-être que les américains sont encore religieux par rapport aux européens, il existe une multitude de formes religieuses aux Etats-Unis)

2/ Les prolongements contemporains

Les analyses de Tocqueville **conservent une grande actualité**. On constate que dans nos sociétés modernes, la tendance est à la **réduction des inégalités donc à l'égalisation des conditions**. Ce phénomène est dû en particulier à divers facteurs : protection sociale, redistribution verticale et horizontale par le biais de l'Etat providence, démocratisation de l'enseignement, moyennisation d'une grande partie de la population (développement d'une vaste classe moyenne), respect des minorités... Mais les effets pervers de la démocratisation et de l'individualisme démocratique se font sentir aujourd'hui, plus que jamais.

De plus, même si la réduction des inégalités est effective, le rythme n'en est pas moins ralenti depuis les trente dernières années. Les crises économiques et sociales peuvent remettre en cause ce processus de démocratisation.

A : L'individualisme démocratique en question

Repli sur les intérêts privés

Le citoyen exige de plus en plus de droits individuels et de moins en moins de contraintes collectives, il y a une inflation des textes juridiques de nos jours. Par exemple, la tempête Xynthia relance le problème des constructions en zone inondable, pour la sécurité des habitants, les écologistes demandent une loi territoriale interdisant les constructions dans ces zones, le tremblement de terre au Japon et ses conséquences sur la centrale nucléaire de Fukushima a obligé l'Etat français à remettre en question la vétusté de certaines centrales nucléaires françaises et de se poser la question sur les nouvelles énergies). L'avantage de cette montée de la loi est la meilleure prise en compte des droits des individus au nom du principe de la liberté et de la dignité (droit au logement, droit à son image, droit à la sécurité...) qui l'emporte sur certains droits dits « objectifs » (droit de la propriété).

Le problème, une multitude de lois entraîne une inflation des procès, les individus risquent sans cesse de se trouver confrontés aux autres. Par exemple aux USA, il y a une multiplication des procès, la plupart du temps les personnes recherchent un avantage pécuniaire et non pas le respect des normes juridiques.

La multiplication des droits individuels fait qu'aucune personne ne peut maîtriser l'ensemble du droit. Il devient un monde d'experts et non plus la volonté des citoyens. Par exemple en matière de sécurité routière, on peut faire appel à un avocat spécialisé dans ce domaine soit pour retarder l'échéance de la contravention, soit pour l'annuler en intentant un procès, or prendre un avocat a un coût que tous les individus ne peuvent pas assumer, où est l'égalité dans ce cas.

Donc, en voulant mieux tenir compte des besoins subjectifs des individus, on éloignerait l'ensemble de la société de son système juridique. Le repli sur la sphère privée et la multiplication des revendications particulières mettent à mal la cohésion sociale du pays et le recherche de l'intérêt général.

Uniformisation des comportements

L'individualisation va de pair avec l'uniformisation des comportements : tout le monde utilise les mêmes moyens de communication reliés par les mêmes médias, suit les mêmes modes, donc on retrouve ici le conformisme prévu par Tocqueville.

Par exemple, l'utilisation de la publicité reflète cette uniformisation de la consommation, taux d'équipement, consommation alimentaire, films,

Pourtant la diversité existe, les médias se sont spécialisés dans certains segments, car existence de groupes sociaux très divers. Par exemple, les produits sont de moins en moins standardisés comme à l'époque fordiste, ils sont de plus en plus individualisés en segments de clientèle (âge, sexe, CSP,...). Dans une même famille on peut trouver des utilisations diverses d'un même produit (télévision, internet..).

Si le conformisme existe, il faut aller le chercher à l'intérieur des groupes sociaux. L'individu moderne appartiendrait par la naissance ou choix personnel à un ou plusieurs groupes sociaux dans lesquels il se fonderait (des réseaux sociaux). Par exemple, la prise en compte du symbolique peut entraîner les personnes sur des univers connus et bien maîtrisés (communautarisme), d'où un repli sur des sphères privées c.-à-d. « l'entre soi », être avec des personnes qui nous ressemblent tout en pratiquant la différence avec les autres groupes. Conformisme et différenciation seraient complémentaires.

On distingue deux types d'individualisme :

- individualisme universaliste : il traduit l'autonomie de l'individu par rapport au groupe mais prise en compte de l'intérêt général ;

- individualisme particulariste : il correspond au modèle que se fait Tocqueville de l'individualisme c.-à-d. un individu replié sur la sphère privée, sur ses propres intérêts.

Malgré cette uniformisation on constate que les inégalités n'ont pas disparu, il y a une sous estimation des inégalités économiques, l'accès à certains biens de consommation n'est pas ouvert à tout le monde (internet, certains loisirs...). Les inégalités ne sont pas seulement économiques (tout le monde n'habite pas près d'un centre commercial, on ne parle pas tous une langue étrangère, certains services ne sont accessibles qu'à une partie de la population...), elles sont aussi pluridimensionnelles.

B : Les transformations de la vie démocratique contemporaine

La représentation politique

La montée de l'abstentionnisme est le fruit de l'individualisme particulariste mais reflète également les difficultés d'intégration sociale de certains individus (fonction des sanctions et du degré d'intégration des individus dans la société).

Certaines catégories de personnes sont peu attirées par les affaires publiques : les femmes, les personnes peu instruites, les pauvres, les jeunes....

Avant le vote était censitaire c.-à-d. système électoral dans lequel le droit d'être électeur ou éligible n'était accordé qu'aux citoyens payant des impôts, avec ce mécanisme une bonne partie de la population n'était pas représentée donc ne pouvait pas répercuter leurs problèmes au niveau national, d'où très fortes inégalités. Actuellement, le vote se fait au suffrage universel direct ou indirect donc tout le monde (en fonction de certaines conditions, âge..) peut participer à une élection ou être éligible.

Donc pour qu'une démocratie fonctionne, il faut que les citoyens participent aux urnes et se reconnaissent dans leurs représentants (élus). Or de nos jours, on constate un véritable déficit démocratique, du fait de l'existence d'une fracture entre les élus politiques et le peuple. L'abstention de plus en plus importante à la plupart des élections politiques et syndicales semble donner raison à Tocqueville que les citoyens se désintéressent de la vie politique et une tendance à un repli sur soi. Par exemple, les dernières élections françaises pour les cantonales plus de 50% des électeurs se sont abstenus.

Ce phénomène s'est aggravé du fait de la professionnalisation de la politique qui consiste à faire des hommes et des femmes politiques, des individus formés et rémunérés par des partis politiques et faisant l'ensemble de leur carrière dans le monde politique. Les citoyens ne pouvant plus faire de politique en amateurs se détournent de cette vie politique et laissent place aux professionnels.

Mais le profil des abstentionnistes ne correspond pas toujours à l'image que l'on s'en fait, se sont surtout des jeunes, des femmes, des chômeurs, des salariés précaires, des individus plus ou moins insérés dans la société qui ne se sentent pas la compétence d'intervenir dans le domaine des affaires publiques d'où abandon de celles-ci aux spécialistes.

De plus, les décisions collectives ne sont pas le simple fait des élus du peuple. Les fonctionnaires s'approprient une partie du pouvoir exécutif en s'arrogeant le statut d'expert et en profitant de la pérennité de leur situation comparée au caractère éphémère du pouvoir gouvernemental.

Par exemple on constate que les énarques sont issus environ pour 80% de la CSP « cadres », donc une catégorie qui en règle générale ne se préoccupent pas des problèmes de la base (précarité, chômage, exclusion). Ceci rejoint Tocqueville, ce sont les effets pervers de la démocratie c.-à-d. ici : le despotisme démocratique.

Sondage d'opinion et démocratie

L'opinion publique est généralement définie comme étant un ensemble de jugements partagés par une grande partie des membres de la société. Pour Tocqueville, l'opinion publique était une contrainte sociale qui pesait sur l'individu.

De nos jours, cette opinion passe par le biais d'enquêtes et de sondages diffusés par les médias (télévision, presse, radio, internet).

PROBLEME : Est-ce le reflet de la réalité ?

Bourdieu et A.Minc (1949) critiquent cette vision des choses en rappelant que tous les sondés n'ont pas une opinion sur tout et que les techniques de sondages créent artificiellement un consensus qui n'existe pas toujours c.-à-d. ce n'est pas toujours le reflet de la majorité des personnes. L'opinion publique serait une création destinée à légitimer et à imposer des choix qui ne sont pas forcément ceux de la majorité. L'individu serait victime d'un effet de domination qui émanerait du pouvoir politique ou des médias et non de la majorité de la population.

Exemple : le rôle négatif des journalistes par BOURDIEU, les journalistes deviennent des acteurs politiques puisqu'ils diffusent les sondages et en fonction de leurs choix, de leurs façons de présenter, ils peuvent influencer les individus.

Donc l'opinion publique est construite, conditionnée par les médias qui s'évertuent ainsi à développer une pensée unique et artificielle. Mais on peut tout de même défendre l'idée que les médias forment à la démocratie d'opinion en informant en développant une capacité critique. Celle-ci reste soumise aux contraintes de la médiatisation : mise en scène, spectacle politique.

Mais aussi les sondages d'opinion ont transformé le comportement des politiques. Ils ne peuvent pas ignorer ce qui résulte de ces enquêtes. La plupart des instituts de sondage sont reconnus comme des professionnels de l'expression de l'opinion publique au même titre que l'INSEE dans le domaine de l'économie. Les politiques doivent s'adapter et répondre pour continuer à être des leaders politiques. Ils sont obligés de s'approprier les statistiques pour faire en sorte qu'elles soient dans leur « camp ». D'où un risque de manipulation des sondages mais aussi les hommes politiques peuvent dévier de leur idéologie pour répondre positivement à cette opinion publique.

TOCQUEVILLE a su prévoir une certaine égalisation des conditions (« 30 glorieuses ») mais ceci est de moins en moins vrai du fait du développement de nouvelles inégalités dans les années 90, de l'affaiblissement de l'État par le biais de la libéralisation des échanges (mondialisation) et une recrudescence des pressions de certaines minorités